

Prépa du B.N.

Travail du B.N.

- Partie spécifique sur laquelle le B.N. réfléchit
- Commissions ≠ (travail d'un Sec. + 2 B.N. sur 1 question.)

• Axe du B.N. → Aide Sociale.

- 3 discussions * La force de l'UNEF au niveau national (fric / implantation / suivi / A.G. de rentrée). Olivier - Gille.
(VM) Pierre
- * La formation (analyse des 2 stades / Plan de formation du B.N. avec décisions de niveaux stades: national-thématique - local-pratique). P&V
Sylvie
Pier RA
Sabine
- * L'information (Circulation de l'info ds l'UNEF / Carnets divers / décisions de 4 campus par au et d'en dégober les moyens financiers et rédactionnelles). Marc
Bea
Fred
(MR)

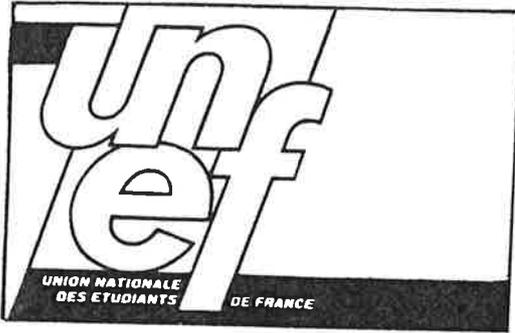
Déroulement) → Rapport INTRO (activité + Explic. de ce B.N.)

8 m. 3 grps sur les 3 discussions (préparation).

8 a.m. Séances plénières sur les 3 discussions.

2 m. Aide Sociale (PL/XA) oby V.G.L.L.

2 a.m. Conclusions sur le travail B.N. (suivi / prépa. des thèmes et qui préparent).



UNION NATIONALE DES ÉTUDIANTS DE FRANCE

Directeur de publication : LECLERC Patrice
Rédacteur en chef : MARKIDES Vincent
Supplément au bulletin intérieur de l'UNEF
72, rue de Clichy - 75009 PARIS - Tél : 42.81.33.11

COMMISSION PARITAIRE n° 1142 D 73

n° 2

Octobre 1986

La lettre du Bureau National

Ça y est, l'habitude est prise !

Ce numéro 2 de la lettre du Bureau National contient tout ce qu'il te faut pour bien préparer la prochaine réunion.

Les compte-rendus de discussions, le rappel des décisions prises, te permettront de faire le point sur le travail du Bureau National et donc d'assurer la continuité de la réflexion et de l'action de toute l'Union Nationale.

La lettre du Bureau National doit rapidement devenir l'outil de communication entre tous les membres du Bureau National. Certains s'en sont déjà saisis.

Il ne tient qu'à nous tous, qu'elle permette réellement d'améliorer la régularité et la qualité de notre activité.

Pierre VILLARD
Secrétaire général

C O N V O C A T I O N

B U R E A U · N A T I O N A L

SAMEDI 11 ET DIMANCHE 12 SEPTEMBRE 1986

à 9 H. 30

72, rue de Clichy - 75009 PARIS

Métro : Place de Clichy

VENDREDI 10 OCTOBRE 1986

à 19 heures

Salle des fêtes de Bagnolet

Assemblée de rentrée de l'Ile de France avec une allocution de
Patrice LECLERC, président de l'UNEF

Tout le bureau national est invité à y participer

* * * * *

ORDRE DU JOUR :

- * Bilan de la mise en place des objectifs fixés par le
 . collectif national des 11 et 12 Septembre 1986;
 . Bureau National des 30 et 31 Août 1986;
 . Bureau National des 27 et 28 Septembre 1986.
- * appréciation des rentrées;
- * les assemblées de rentrées;
- * la mutualité;
- * l'aide sociale : un enjeu pour notre information,
 pour changer l'université.
 Quelle bataille du syndicat pour gagner ?

* * * * *

Le dernier Bureau National s'est déroulé dans un cadre agréable et charmant (non que la rue de Clichy ne le soit pas !) dans le parc du château de Ménilles.

Samedi matin : travail en commissions :

Organisation : . Pierre BARBANCEY
. Olivier BONNET
. Vincent MARKIDES
. Gilles PETIT

Formation : . Sylvie LARUE
. Pierre RAMOGNINO
. Fabienne SOULAS
. Pierre VILLARD

Aide sociale : . Xavier AKNINE
. Obey AMENT
. Laurence COLLIN
. Vincent GUICHAMAND
. Patrice LECLERC
. Laurence LEGER

Information : . Béatrice GALLICIER
. Frédéric GEISSMANN
. Emmanuel MARIN
. Marc ROSSETTI

Samedi après-midi : rapports

- * la force du syndicat, présenté par Vincent MARKIDES, secrétaire national;
- * la formation des syndiqués et des cadres du syndicat, présenté par Sylvie LARUE.

Dimanche matin : rapport sur l'information, présenté par Emmanuel MARIN.

Dimanche après-midi : rapport sur l'aide sociale, présenté par Laurence COLLIN

* * * * *

COMPTE-RENDU DE LA DISCUSSION SUR
LA FORMATION DES CADRES DE L'UNEF

La formation des cadres et des étudiants syndiqués est le seul moyen qui nous fera avancer dans nos revendications et gagner, plus que notre nombre d'adhérents. Elle permet la mise en place et la compréhension de notre orientation.

Deux des principaux moyens de formation des étudiants syndiqués et des cadres de l'UNEF sont l'information sous toutes ses formes, à tous les niveaux (par les réunions des Bureau National, Collectif National, Bureau d'AGE, association etc ...; les courriers aux adhérents)

Les stages nationaux de juin et septembre se sont avérés être d'un haut niveau de discussion et de réflexion, malheureusement la participation des AGE y a été insuffisante (en septembre : 4 AGE parisiennes, 8 de province). La principale raison de cette faible participation : des dates qui correspondent aux périodes d'examens. Autre constat : le manque de maîtrise de certaines questions par l'UNEF.

En conséquence, la commission formation du Bureau National a émis plusieurs propositions discutées lors de notre réunion des 27 et 28 septembre 1986.

LES STAGES

Le but des stages est d'approfondir la réflexion de nos cadres et de nos adhérents, de leur donner plus d'information sur les questions universitaires, le mouvement syndical, nos revendications, nos propositions.

Ces stages peuvent revêtir plusieurs formes :

- * des stages nationaux à contenu général comme ceux que nous avons organisés en juin et septembre et celui qui aura lieu du 2 au 6 janvier 1987;
- * des stages par thèmes qui nous permettront de mieux maîtriser des domaines que nous abordons avec difficulté comme par exemple le financement de l'université ou l'aide sociale.

Un stage national sur l'aide sociale sera organisé vers le 25 OCTOBRE (il sera préparé par la commission aide sociale du bureau national, qui se réunira le 20 Octobre), afin de faire avancer nos cadres sur la questions des oeuvres universitaires, ceci dans l'optique des élections aux conseils d'administration des CROUS, un stage auquel devront participer en priorité nos futurs candidats sur les listes "solidarité étudiante" UNEF/FRUF/UGE.

Enfin, le Bureau National organisera avant Noël, sept stages décentralisés (pour les régions Sud-Est, Sud-Ouest, Rhône-Alpes, Est, Nord, Ouest, Loire, Centre; pour Paris les stagiaires seront, soit répartis dans les stages de province, soit un stage parisien sera organisé.)

Ces stages décentralisés encadrés par le Bureau National, auront un contenu national mais permettront un choix de dates plus adéquat donnant la possibilité à une plus grande participation des AGE. Des contacts pourront être pris avec les organisations syndicales du monde du travail, notamment pour échanger nos points de vue sur la situation politique et économique du pays.

D'AUTRES FORMES DE FORMATION

D'autres moyens de formation existent, notamment pour faire connaître la réflexion du Bureau National et du collectif national (UNEF-Inform élargi à l'ensemble des adhérents, le BLE)

Au niveau des membres du Bureau National, la formation passe par le travail en commissions, comme nous l'avons fait lors de notre dernière réunion, qui permet à chacun d'entre nous de traiter en profondeur certaines questions, d'élargir et de faire avancer plus vite la réflexion du syndicat.

Les suivis sont autant formateurs pour l'AGE (apport d'un regard extérieur sur les problèmes de la faculté, l'intervention de l'UNEF au niveau local mais aussi pour l'assurance de la participation des AGE aux collectifs nationaux, leur préparation ...) que pour le membre du Bureau National qui en a la charge qui partagera son expérience extérieure avec son AGE.

La bataille d'adhésion, la tenue des chaînes d'inscription constituent pour nous le meilleur moyen de connaître, d'analyser et de coller à la réalité des étudiants.

Donc, une formation à tous les niveaux, des cadres aux simples adhérents qui ne peut être que bénéfique à l'analyse et à l'intervention de l'UNEF et à la mise en place d'un syndicat de masse à la hauteur des enjeux actuels de l'enseignement supérieur.

Olivier BONNET

* * * * *

COMPTE-RENDU DE LA DISCUSSION SUR L'AIDE SOCIALE

Bref historique de l'aide-sociale

Après la libération, le pays se reconstruisant, il a besoin de nouveaux cadres, l'enseignement supérieur s'ouvre donc à des classes sociales qui, jusque là n'y avaient pas accès. L'un des moyens mis en place pour cet élargissement passe par le développement de l'aide sociale.

La notion de service public à l'université se développe, le pays investit dans la formation de ses cadres. Le nombre de boursiers augmente mais ces mesures touchent surtout les classes moyennes.

Depuis, l'aide sociale est attaquée : les SMER sont créés dans les années 1960, mutuelles privées destinées à concurrencer la MNEF issue du monde étudiant.

Les structures de l'aide sociale

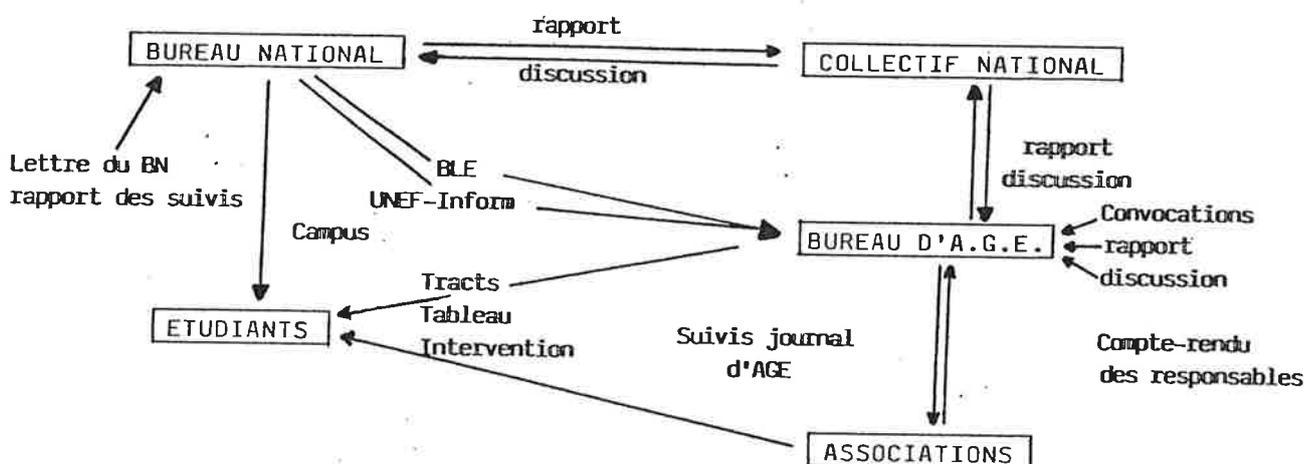
- * *l'aide directe* : les bourses, le fond social universitaire (FSU), les prêts d'honneur;
- * *l'aide indirecte* : les CROUS, les CLOUS (CROUS locaux) gèrent les restaurants universitaires, les cités universitaires et d'autres services. La sécurité sociale étudiante, la médecine préventive, les mutuelles.

Mais toutes ces structures sont aujourd'hui gravement menacées, le gouvernement Fabius a retiré sa participation à la sécurité sociale étudiante, les cotisations à la sécurité sociale et aux mutuelles augmentent rapidement. Les SLEE (Service de Liaison Etudiante-Entreprise), les CROUS, périssent, il n'y a plus de créations de restaurants universitaires ou de cités universitaires depuis longtemps : les CROUS baissent le nombre de leurs emplois, créent des chaînes à supplément, ne créent plus de cités universitaires depuis dix ans, passent des contrats avec les offices HLM.

COMPTE-RENDU DE LA DISCUSSION SUR L'INFORMATION

Face à la désinformation des étudiants, face à la grande bataille idéologique du gouvernement pour faire avancer les idées fatalistes, l'UNEF a la responsabilité de s'engager dans un effort important au niveau de l'information. Cet effort doit poursuivre deux objectifs : d'une part permettre à chaque étudiant de prendre conscience de l'enjeu des luttes à mener, et d'autre part donner à chaque syndiqué la capacité d'intervenir dans sa faculté.

ORGANISER LA DIFFUSION DE L'INFORMATION



A partir de cet organigramme; analysons les différents supports d'information dont nous disposons :

PUBLICATIONS NATIONALES

* **La lettre du Bureau National** : elle doit permettre à l'ensemble des membres du Bureau National de maîtriser chaque étape de la réflexion menée pendant les réunions. Elle doit permettre aussi de préparer la réflexion de chacun pour les réunions à venir (en aucun cas cependant, elle ne peut remplacer la présence de chaque membre à chaque réunion.) Elle est rédigée par les membres du Bureau National.

* **L'UNEF-Inform** sous sa forme actuelle : destiné aux membres des bureaux d'AGE, il doit être l'outil de référence des directions d'AGE. La rédaction de l'UNEF-Inform actuellement réalisée par quelques membres du Bureau National peut être beaucoup plus élargie.

* **Le Campus** : en principe rédigé par tous les membres du Bureau National, il est destiné à l'ensemble des étudiants et doit être conçu comme un support pour discuter, intervenir, faire adhérer et lutter les étudiants. Objectif : quatre campus par an.

* **L'UNEF-Inform** sous une forme nouvelle : il est à concevoir et est destiné à l'ensemble des syndiqués de l'UNEF.

Ils s'inscrivent dans une spirale de déclin : la nourriture au restaurant universitaire de plus en plus mauvaise, moins d'étudiants y vont, le déficit augmente donc et la nourriture se dégrade etc ...

La privatisation apparaît comme le remède aux déficits des CROUS, la rentabilité financière devient le seul critère. Le projet de loi Devaquet parle d'attribuer les bourses sur critère de mérite, les mutuelles fonctionnent de plus en plus comme des entreprises privées (différents tarifs pour différents remboursements). Le privé tend à s'octroyer les secteurs qui peuvent être rentables (financièrement et à court terme), secteurs bénéficiant de l'aide nationale jusqu'à maintenant : mutuelle-assurance maladie, logements, restauration, prêts : aux prix "du marché".

Contre les attaques, pour une véritable politique d'aide sociale.

Face à ces attaques, face au désengagement de l'Etat dans la formation et l'aide sociale, tous les étudiants sont menacés, tous ont besoin de la sécurité sociale, de CROUS...

Les études coûtant de plus en plus chères, les étudiants sont toujours plus nombreux à vouloir se salarier : les T.U.C., les "petits boulots" se développent, si suivre des études en travaillant est difficile, trouver du travail l'est aussi.

Les problèmes de l'aide sociale ne sont pas dissociables des autres attaques contre l'université : tout cela s'inscrit dans une stratégie de déclin de la société et de l'économie (à l'échelle du pays et de l'Europe). Les restaurants universitaires à plusieurs vitesses, les attaques contre l'aide sociale directe visent à la destruction de la communauté étudiante, de la même façon que le projet Devaquet privilégie, sélectionne, filières élitistes (magistère) et désengagement financier de l'Etat.

Les problèmes de budget (d'investissement dans la formation du plus grand nombre) touchent de la même façon le budget de l'université que ceux du CROUS ou de la participation à la sécurité sociale étudiante.

L'UNEF doit s'expliquer sur les problèmes de l'aide sociale en les reliant aux problèmes des études en général, elle en a les moyens.

Nous nous sommes fixé comme objectif les 10 % d'exonération des droits d'inscription (100.000 étudiants). En liaison avec la FRUF, d'autres batailles peuvent être menées : la mensualisation des bourses peut être obtenue sans se faire arrêter par des problèmes techniques.

L'UNEF fait des propositions. Pour construire des cités universitaires des étudiants en archi de Grenoble on fait une étude incluant cadre de vie (comment voulez-vous vivre en cité universitaire ?) et moyens de financement.

Un autre Bureau National se réunira les 11 et 12 OCTOBRE, ainsi qu'un Collectif National les 18 et 19 Octobre sur la question de l'aide sociale.

Gilles PETIT

* * * * *

PUBLICATIONS DANS LES A.G.E.

* **Le courrier, les convocations** : elles doivent apporter des éléments d'analyse sur la situation politique de l'université et les objectifs du syndicat qui seront évoqués pendant les réunions, afin de permettre aux syndiqués de mener une réflexion personnelle active avant chaque réunion.

- . journal d'AGE (pas assez développé)
- . tracts
- . panneau syndical (trop souvent délaissé et pas renouvelé)

* **Mass média**

- . presse
- ; radios
- . télévision

Intervenir à différents niveaux des mass média nécessite souvent de créer un rapport de force important, mais nous devons veiller à utiliser de manière importante ces supports d'informations.

Ainsi l'information doit bien être un outil de lutte, d'implantation du syndicat, de formation des syndiqués. Aussi le Bureau National doit veiller à la publication et à la diffusion régulière et massive de l'information, ainsi qu'à son utilisation efficace (exemple : dans les suivis faire la démonstration de l'utilité de l'UNEF-Inform).

PROPOSITIONS FAITES ET RETENUES

- . création d'un comité de rédaction de l'UNEF-Inform;
- . élargissement de la diffusion de l'UNEF-Inform;
- . commission propagande.

Sylvie LARUE

* * * * *

Le prochain **COLLECTIF NATIONAL** de l'UNEF se tiendra les

SAMEDI 18 ET DIMANCHE 19 OCTOBRE 1986

Chaque membre du Bureau National doit veiller à la participation du président et du secrétaire à l'organisation des AGE dont il est responsable du suivi.

Rappel des AG ayant participé au dernier Collectif National
Bordeaux - Le Mans - Orléans - Paris 13 - Paris 1 - Paris
12 - Toulouse - Rouen - Montpellier - Archi - Grenoble -
Paris 6.

* * * * *

RAPPORT SUR LA COMMISSION AIDE SOCIALE

C'est dans le contexte de la libération et de la reconstruction que naît une réelle politique d'aide sociale aux étudiants, l'état reconnaissant la nécessité d'assurer une bonne formation à tous les niveaux :

- . les oeuvres universitaires sont créées en 1945;
- . les droits d'inscription sont définis comme devant être "symboliques" dans la loi de 1948 portant engagement financier de l'état;
- . création de la MNEF, mutuelle étudiante publique sous l'impulsion de l'UNEF.

Dans sa chartre de Grenoble, l'UNEF définissait les droits et les devoirs des étudiants, considérés comme des jeunes travailleurs en formation dont la protection sociale et la formation sont assurées par l'état.

Pour conclure rapidement cette introduction historique avant d'exposer les motifs d'une politique d'aide sociale, disons que c'est depuis la création des SNER (Sociétés Mutualistes Etudiantes Régionales privées) dans les années 1960 que les oeuvres universitaires connaissent de graves attaques :

- atteinte de la MNEF;
- atteinte à la protection sociale des étudiants par le désengagement financier de l'état du système de sécurité sociale étudiante (loi de finance votée à l'automne 1985-budget 1986)
- instauration d'une université à deux vitesses.

C'est le projet libéral de reproduction des élites et d'accroissement des inégalités qui fait son chemin. En effet, quels étaient les déterminants d'une mise en place d'une politique d'aide sociale globale :

- * le pays, pour assurer son développement économique et social doit subvenir aux besoins en formations et permettre l'accès de tous à l'enseignement supérieur, doit former les cadres, les techniciens, les ingénieurs, les chercheurs dont le pays, les régions ont besoin.
- * cette tâche est une mission du service public.
- * l'objectif de formation n'est pas séparable d'une politique de réduction des inégalités sociales.

On voit donc (des statistiques et des études chiffrées montrent l'importance de la formation dans l'étude de la croissance économique de notre pays) que cette évolution historique et cette analyse constitue une démonstration incontournable.

Le choix actuel en matière d'aide sociale constitue un choix politique de régression économique du pays, d'accentuation et de généralisation de la crise.

L'aide sociale est pourtant un atout déterminant dans le déroulement de nos études. La possibilité d'être logé sur notre lieu d'étude, de se nourrir convenablement chaque jour sans avoir à payer des prix de luxe sont des aides qui ne peuvent pas nous être retirées sans que cela représente un handicap énorme pour notre avenir. Il en va de même pour ce qui est de notre droit à la santé ou à la possibilité d'obtenir une bourse. La qualité de notre formation ne peut pas être dissociée de la qualité et du développement de l'aide sociale.

Le nombre d'étudiants s'accroît d'année en année, mais on se rend compte que ce sont les couches favorisées qui en bénéficient le plus, les couches sociales modestes étant de moins en moins représentées à l'université. Dans le même temps, le salariat étudiant se développe de plus en plus puisque les difficultés financières touchent un nombre croissant d'étudiants.

Les petits boulots que l'on a, n'ont en général aucune relation avec la formation suivie.

Dans ce contexte, l'aide sociale constitue un atout pour des milliers d'étudiants en France. Elle est un facteur de diminution des problèmes matériels des étudiants, elle peut être ainsi un outil précieux dans la lutte contre la sélection sociale.

L'étudiant n'est pas un simple usager ni un consommateur, mais un investissement pour le pays. S'attaquer à l'aide sociale c'est empêcher à une grande masse de jeunes d'avoir accès à une formation, c'est s'attaquer au développement même du pays. L'histoire le prouve, quand il y a eu volonté politique de développement du pays, le développement de l'aide sociale s'est avéré une nécessité pour y arriver.

Aujourd'hui la priorité étant la formation d'une élite à l'université, l'aide sociale n'apparaît plus comme une nécessité : c'est ce qui peut expliquer dans son projet de loi sur l'enseignement supérieur DEVAQUET n'évoque jamais la perspective d'une réforme de l'aide sociale, il préfère la laisser mourir.

L'aide sociale est classiquement séparée en aide directe et indirecte.

AIDE SOCIALE DIRECTE : ce sont les bourses, le F.S.U., les prêts d'honneur qui représentaient en 1985/1986, 1.760.000.000 de francs dans le budget de l'éducation nationale.

AIDE SOCIALE INDIRECTE : ce sont les oeuvres universitaires (personnel, moyens de fonctionnement, service de liaison étudiant-entreprise) et jusqu'en 1985, la subvention à la sécurité sociale étudiante et à la médecine préventive.

L'aide sociale n'est qu'une partie du patrimoine de la communauté universitaire. Elle est un service public irremplaçable qui doit être développé au même titre que l'ensemble de nos formations !

Depuis quelques années, les oeuvres universitaires connaissent de graves attaques :

= le désengagement financier de l'état dans le régime de sécurité sociale étudiante (306 millions de francs, soit le 1/4 du budget de l'aide sociale indirecte);

= les bourses ne sont pas réévaluées et quand on redouble, elle est supprimée : c'est déjà une attribution sur critères de mérite;

= les cités universitaires : il n'y a pas de nouvelles constructions de chambres depuis 1970. Bien au contraire, on a fermé le pavillon B de la cité d'Antony et la cité de Neuilly (IGH);

= le service liaison étudiants-entreprises, outil public qui avait pour rôle de nous aider pour une recherche d'emploi est actuellement laissé pour compte par l'état.

D'autre part, la dégradation des services des CROUS est aussi dû à la suppression d'emplois et à l'embauche de TUC. L'élément majeur de la casse des oeuvres est le désengagement financier de l'état tant au niveau de l'aide directe qu'indirecte.

Ceci est d'autant plus logique que la casse des oeuvres universitaires est un des moyens de sélectionner et de former une élite entre autre autour de deux axes : la notion de rentabilité et la précarité.

L'idée de rentabilité des oeuvres universitaires s'appuie sur une réalité vécue par les étudiants et qui trouve sa place aujourd'hui dans le climat actuel de démantèlement du service public où l'on nous fait la démonstration que la seule issue à la crise est la privatisation.

En effet, l'aide sociale ne répond pas aux aspirations de qualité, de diversité des étudiants nécessaire pour la réussite de nos études. La privatisation est apparue comme une solution pour en finir avec les déficits chroniques des CROUS, conséquence des choix faits par l'administration :

- . par exemple : la mise en place de chaînes à supplément dans les restaurants universitaires;
- . la privatisation de certains domaines (le gardiennage ...)

De la même façon pour les restaurants universitaires sur un critère de rentabilité, l'état se désengage financièrement des restaurants universitaires, ce qui entraîne une baisse de la qualité, donc de la fréquentation.

La démonstration nous est faite que les oeuvres universitaires ne vivent pas, d'où un désengagement de l'état.

Les cités universitaires : le gouvernement s'appuie sur l'inadaptation, la dégradation des cités universitaires pour justifier la politique de logement pour les étudiants dans les cités HLM.

On nous fait croire aujourd'hui, que la seule solution c'est la privatisation, à la Tapie, c'est l'idée du gagnant et comme c'est la seule issue c'est la justification des formations d'élites.

Cette notion et cette pratique de rentabilité se heurte de plein fouet à l'aide sociale : enjeu et nécessité pour développer une formation pour tous.

Le deuxième axe de destruction des oeuvres universitaires est la précarité dans nos études.

° c'est le salariat de plus en plus important avec la suppression des MISE et le développement des TUC. C'est aussi un nombre croissant d'étudiants qui connaît les petits boulots, avec comme seule perspective d'emploi après nos études, ces mêmes petits boulots.

° dans le domaine de la santé, c'est 306 millions de francs que l'état nous vole pour le régime de sécurité sociale étudiante. Ce sont des cotisations mutuelles à plusieurs vitesses (de 60 à 850 Frs) qui entraînent aujourd'hui, que se soigner devient un luxe. De plus, il y a désengagement de l'état dans les médecines universitaires.

° pour les bourses, jusqu'en 1983, c'est l'idée de partage et de solidarité entre les plus pauvres qui a été développée. Aujourd'hui, dans le cadre de la mise en place de l'université à deux vitesses, on veut attribuer les bourses sur critères de mérite (déjà le cas pour le non maintien). Dans le même temps, le privé apporte une réponse par des prêts bancaires attribués à ceux qui veulent être des gagnants. Le privé exclut les plus défavorisés, ce qui représente une masse importante des étudiants.

Répondre à cette logique en développant des perspectives à long terme, c'est changer l'université, car redéfinir l'aide sociale est lié à notre perspective d'une université de la formation, c'est s'opposer à toute idée de sélection et d'élitisme.

Nous proposons donc plusieurs axes de luttes :

Gagner l'exonération de 100.000 étudiants c'est la possibilité de mettre en débat le financement et le contenu de nos formations et la sélection sociale. C'est une grande possibilité de rassemblement de la majorité des étudiants, de faire vite rentrer l'organisation, en mettant en place notre orientation; un adhérent chargé d'animer la bataille et d'aller jusqu'au bout avec les étudiants, c'est ce qu'il faut.

Dans le même temps, il nous faut réaffirmer notre opposition à toute augmentations des droits d'inscription. On doit exiger, dans le domaine des cités universitaires, de nouvelles constructions. On propose de reprendre le projet d'Archi Grenoble pour faire la démonstration qu'il est possible de faire autrement. En effet, aujourd'hui le projet DEVAQUET ne propose rien, alors qu'en 1984 avec la bataille et le débat que nous avons mené autour de la nouvelle loi d'orientation, l'aide sociale était apparue comme nécessaire pour la réussite de nos études. Le ministère avait donc fait la proposition de construire 10.000 chambres.

Il ne s'agit pas de faire un modèle de construction pour toute la France, mais d'apporter une perspective concrète. De plus, les cités rassemblent des étudiants qui se servent le plus des services des CROUS, qui ont le plus besoin de l'aide sociale et donc qui sont les plus touchés.

Il s'agit pour nous d'intervenir directement en cité et de développer les luttes en convergence avec la FRUF autour de l'exonération, des bourses, de la MNEF et dans le cas où il n'y a pas d'association FRUF ou qu'elle rencontre de graves problèmes de développement, d'aider à faire vivre les associations de la FRUF dans le respect de l'indépendance de chacun.

Il nous faut bien agir pour obtenir la mensualisation et le maintien des bourses, leur revalorisation et la révision des critères d'attribution.

Quant aux mutuelles, il nous faut réaffirmer notre opposition à toute mutuelles privées, notre opposition aux cotisations à plusieurs vitesses. Il nous faut rencontrer les antennes locales de la MNEF et leur faire prendre position sur ce problème. Nous demandons le remboursement de la cotisation MNEF pour les boursiers.

Il ne s'agit pas de faire un catalogue des luttes à mener, mais de voir comment on va débattre de ces questions avec les étudiants, car c'est bien de cette façon qu'on se donnera les moyens de gagner. Mais il s'agit aussi dès maintenant de faire connaître l'aide sociale, de rendre les CROUS palpables par les étudiants en utilisant les élus au CROUS, les rapports des CA, cela dès la rentrée.

Il nous faut mener dans chaque TD, chaque amphithéâtre, des batailles, c'est une condition pour rendre cette question encore plus concrète pour les étudiants. Le faire dès la rentrée, c'est décisif pour gagner en rassemblant les étudiants. C'est aussi le moyen que dans chaque AGE se dégagent les futurs candidats aux élections au CROUS qui sera un des moments forts de notre bataille sur l'aide sociale dont nous avons besoin.

QUEL TRAVAIL POUR LES MEMBRES DU BUREAU NATIONAL

Traditionnellement les questions d'aide sociale sont mal prises en compte par nos AGE. Soit nos AGE délaissent totalement cette question, soit la bataille est menée complètement coupée de toute notre activité sur la politique universitaire, coupée de nos formations.

La nécessité de lier cette bataille aux questions universitaires s'impose, mais c'est aussi un moyen pour assurer des luttes revendicatives partout sur les oeuvres et l'aide sociale.

La détermination de nos AGE pour investir ce terrain de lutte, passera par la détermination du bureau national à y travailler sérieusement. D'une part :

- . par le développement de la réflexion;
- . d'autre part, en veillant dans les suivis à ce que les AGE en discute, mènent des luttes sur ces questions.

Si nous ne nous en préoccupons pas, personne ne s'en préoccupera. Nous laisserions un terrain d'attaques important au gouvernement pour remettre en cause notre droit aux études.

Notre préoccupation sur cette question est d'autant plus importante que des échéances nationales se font jour avec les élections aux CROUS, au CNO. Le développement de la réflexion est important, tant au sein du bureau national qu'au niveau du collectif national et des AGE.

Pour cela, la commission aide sociale du bureau national doit travailler cette semaine et dans les quinze jours à venir à l'approfondissement de chaque question soulevées par ce rapport et qui vont l'être dans la discussion. Travail qui doit permettre la préparation du rapport du prochain collectif national où nous proposons que la question des oeuvres, de l'aide sociale soit traitée vue les enjeux de la période à venir.

Pour permettre la meilleure analyse et réflexion qui détermineront les axes d'actions les plus efficaces, il est nécessaire qu'un gros travail sur cette question soit effectué dans les suivis par chaque membre du bureau national, dans les quinze jours, pour en débattre avec les bureaux d'AGE, recenser toutes les attaques dans chaque CROUS. Recenser dès maintenant toutes les propositions de dates d'élections dans les CROUS, les cités universitaires qui nous permettrons d'élaborer le plan de travail national, de travailler toutes les questions posées auxquelles il nous faudra répondre.

Autant de choses qu'il nous faut régler chacun dans nos suivis, tout de suite. La prise en compte et le développement d'actions ne peuvent pas attendre les élections. Pour cela, notre détermination, mais aussi notre capacité de faire des démonstrations dans l'action avec les étudiants en les rassemblant, les syndiquant pour gagner sur les objectifs de luttes fixés par le collectif national sera importante.

Nous organiser dès maintenant, c'est nous donner la garantie de faire reculer le gouvernement, les administrations sur leur volonté de remettre en cause l'aide sociale, c'est nous donner la garantie de gagner les élections.

Chacun dans nos suivis, nous avons un rôle capital à jouer pour permettre au bureau national, à l'ensemble de l'union nationale d'aborder les luttes sur l'aide sociale dans les meilleures conditions, pour préparer notre victoire aux élections au CROUS. Cela passe par plusieurs choses :

Que les élus au CROUS participent aux CA; que l'AGE s'informe et agisse sur les CA. Dans la même démarche que celle discutée et décidée en collectif national sur la question de la démocratie, il nous faut faire connaître nos élus, donc que des compte-rendus de mandats soient faits.

De plus, à la suite des discussions sur l'implantation, la diffusion des compte-rendus de mandats de nos élus au CROUS dans les facultés où l'on n'existe pas et où l'on décide de s'implanter (Tours par exemple) est important.

De même, après la discussion sur la formation, il semble nécessaire que tout particulièrement nos futurs tête de liste aux CA fassent le stage proposé sur l'aide sociale.

Nous devons recenser toutes les propositions de dates d'élections au CROUS et en cité universitaire pour pouvoir bien planifier notre bataille et veiller à ce que les élections se passent toutes le même jour. La commission aide sociale devra donc en faire la demande au CNO dans le même temps que nos AGE font pression sur les CROUS.

Dans le cadre des décisions du 71ème congrès, du développement des luttes convergentes, de l'UNEF et de la FRUF, une rencontre entre les deux bureaux nationaux doit avoir lieu au plus vite pour définir les axes de bataille, après l'échange de nos analyses et publier un communiqué commun appelant à l'action des étudiants avec nos deux organisations.

Le bureau national devra réfléchir rapidement sur les questions suivantes :

- notre stratégie, nos revendications par rapport aux mutuelles;
- quel matériel pour agir sur l'aide sociale ?

Sachant que c'est dès maintenant qu'il faut trouver les fonds nécessaires pour publier du matériel national pour les élections.

Enfin, l'UNEF-INFORM doit être utilisé pour donner tous les éléments d'information sur les oeuvres et l'aide sociale dont ont besoin nos directions d'AGE.

Laurence COLLIN



LISTE DES SUIVIS DES A.G. DE RENTREES
AUXQUELLES PARTICIPERONT LES SECRETAIRES

LYON : Patrice - TOULOUSE : Pierre, fin Octobre - BORDEAUX :
Patrice - LILLE : Marianne - MONTPELLIER : Xavier - GRENOBLE :
Patrice - RENNES : Pierre - MARSEILLE : Xavier, 14 Octobre - AIX
: Patrice - NANCY : Pierre, 23 Octobre - NICE : Vincent - ROUEN :
Pierre - REIMS : Vincent - BREST : Marc - LIMOGES : Xavier -
SAINT ETIENNE : Pierre, 15 Octobre - ORLEANS : Marianne, 20 Oc-
tobre - PAU : Marianne, mi-October - LE MANS : Marc - PERPIGNAN :
Marc - PARIS : Patrice, 10 Octobre.

* * * * *

Le prochain stage des directions d'AGE aura lieu du

2 a u 6 J A N V I E R 1 9 8 7

* * * * *

Un stage AIDE SOCIALE aura lieu les
SAMEDI 25 ET DIMANCHE 26 OCTOBRE 1986

* * * * *



DOCUMENT DU S.N.C.S. (Syndicat National des Chercheurs Scientifiques)

RECHERCHE : LA PRISE EN MAIN ET LA RÉCESSION

En mars et juillet, le gouvernement s'est appliqué à affaiblir et à destabiliser la recherche tout en plaçant systématiquement ses hommes à des postes de responsabilité :

- coupes considérables dans le budget;
- suspension arbitraire du Comité National;
- suppression des embauches 86 (remplacées par des bourses dont le caractère transitoire n'est pas certain), créant un préjudice irréparable pour les jeunes chercheurs;
- arrêt du processus de promotions, avancements, titularisation, intégration;
- mise en sommeil de l'examen des formations.

Ces mesures ont été prises afin de "réformer" le CNRS et attendre d'avoir toutes les structures en main en 1987 pour mettre en oeuvre de nouvelles orientations.

Malgré des reculs partiels - notamment sur la création de postes de chercheurs - liés aux manifestations et pétitions - le gouvernement a préparé cet été plusieurs textes dont la sortie est imminente, qui insèrent la recherche dans sa politique économique et sociale.

I - LES MESURES PRISES OU ANNONCÉES1) Un budget en nette récession (1)

Par rapport au budget initial de 1986, le budget 87 de la recherche est en nette récession (environ - 8 %). Il stagne si on le compare au budget 86 amputé par les "coupes" massives du précédent trimestre.

Depuis mar 86, la recherche est donc l'activité la plus mal traitée par le gouvernement, contrairement à ce qu'affirme Monsieur DEVAQUET.

Certes, à la suite des protestations que l'on sait, le gouvernement a dû reculer sur le point le plus sensible : les postes de chercheurs. Contrairement à ses intentions initiales 203 postes seront créés au CNRS et 35 à l'INSERM (289 et 74 l'an passé).

En fait, ces créations sont "compensées" par des suppressions massives de postes ITA. Pour la première fois depuis 1945 il y aura donc compression de personnel dans la recherche publique (- 0,5 %) des postes).

Pour les crédits eux-mêmes, le budget 87 sera pour les organismes, intermédiaire entre le budget 86 initial et le budget amputé. Il y aura donc récession depuis 1985, récession accentuée par la diminution des crédits spécifiques du ministère (qui co-financent les opérations d'appareillages lourds et mi-lourds).

S'agissant des promotions, les seules informations disponibles indiquent que la situation sera moins bonne que l'an passé.

2) Les structures du CNRS sont "caporalisées" (2-3-4)

Les grandes lignes du décret organique modifiant les missions et structures du CNRS sont désormais connues par un document du Conseil d'Administration (4). Au-delà du décret lui-même le directeur général a annoncé (3) une modification profonde des pratiques de fonctionnement.

Sous prétexte "d'alléger les technostructures" (les chargés de mission), de "simplifier les modes d'actions" et de "clarifier l'organigramme" (2) est mis en place "une structure hiérarchisée (...) avec délégation en cascade des responsabilités (...)", toute nomination à quelques grade que ce soit ne serait prononcée qu'avec l'accord du supérieur hiérarchique concerné.

a) "Le directeur général serait entouré d'un nombre très restreint de collaborateurs directs" dont "trois ou quatre directeurs scientifiques" ayant chacun la responsabilité de trois ou quatre départements.

b) Il y aurait une douzaine de départements "à géométrie variable dans le temps" regroupant 3 à 4 sections du Comité National et dirigés par des "chefs de départements". Chaque programme ou action interdisciplinaire serait rattaché à un département.

c) Le rôle des directeurs de formations sera renforcé, y compris dans le domaine disciplinaire ou de la notation des chercheurs contrairement à ce que prévoit explicitement le statut, en faisant de véritables fonctionnaires d'autorité. (5)

Le SNCS ayant toujours critiqué le poids excessif des directeurs par rapport aux instances élues où le fait que les PIR soient parfois des "états dans l'état" n'est nullement hostile à des modifications de structures.

Mais dans le sens contraire à celui souhaitable que s'effectuent les réformes. C'est une pyramide, très hiérarchisées, pilotable politiquement du sommet, qui est mise en place : même les chefs de département n'auront essentiellement que pour rôle "un travail" sur le "terrain". "La participation aux séances des sections" et "le contact avec les chercheurs" (2), tandis que 3 ou 4 directeurs scientifiques seraient chargés "de définir les orientations et d'élaborer la stratégie". (2)

En parcellisant les départements actuels, ces projets rompent les groupes de disciplines ayant de très fortes interactions scientifiques. Ils permettent d'autant plus le pilotage que les comités de départements et le conseil scientifique sont "sortis" et donc coupés du comité national.

3) Les instances élues sont profondément amoindries dans leur rôle et manipulées dans leur composition.

a) Aux dires du directeur général (3), les sections du Comité National doivent jouer un rôle accru dans la prospective scientifique. Cela serait bien sûr positif s'il ne s'agissait de transformer les sections en véritables "comités d'experts" n'ayant aucun moyen de mettre en oeuvre la prospective qu'ils proposent.

- les jurys et donc l'embauche et promotions de corps, seraient coupés totalement du comité national;
- les sections n'auraient plus leur mot à dire sur la répartition des crédits;
- toujours d'après le directeur général, leur travail dans la "micro-évaluation" devrait être allégé : il ne s'agit que de l'évaluation des formations (transférée aux comités de direction) et de celle des chercheurs (notés par le directeur de formation)!

b) Alors que les comités de départements - dont nous ne sommes pas satisfaits - et le conseil scientifique devraient voir leur rôle accru pour assurer les synthèses et la cohérence nécessaires, le projet actuel vise soit à les supprimer ou à les "sortir du comité national" au profit de comités d'experts nommés. La synthèse, le pilotage, les répartitions, les grands choix viendront bien exclusivement d'en haut.

c) Mais pour plus de sécurité, la composition des sections du comité national a été manipulée de façon à déformer la représentation des scientifiques, amoindrir le poids des chercheurs et marginaliser ceux qui s'opposent à la politique gouvernementale. D'après le document discuté au CTP (4) :

- . le poids relatif des A et des nommés (6) s'accroît;
- . en collège A, le scrutin est uninominal et à collège unique enseignants et chercheurs. (6 sièges). Le collège étant en général dominé par les universitaires ayant une attitude asyndicale ou antisyndicale, ce scrutin est un bon moyen pour éliminer les syndiqués y compris parmi les chercheurs dont les élus seront donc choisis par le vote des universitaires.
- . en collège B (5sièges) par contre le scrutin est proportionnel. Tout d'abord pour que les listes de droite grappillent quelques sièges, mais aussi pour bien montrer que les élus B sont différents et moins compétents que les élus A.

4) Les missions des organismes sont rognées et la recherche publique à nouveau parcellisée.

Le CNRS verrait son rôle confiné au développement des connaissances sans qu'il y ait du reste pour autant les moyens pour l'assumer (cf. budget)

Son rôle de formation et de valorisation serait moindre. En particulier, les formes coopératives avec des laboratoires industriels (GS, GIP) que nous avons jugées positives dans leurs principes, seraient pour beaucoup supprimées car contraires au libéralisme ("pas d'intrusion de l'état dans la recherche du privé")

L'interaction avec les besoins industriels ou sociaux se ferait de deux façons :

- . par des contrats de gré à gré plaçant les laboratoires publics en demandeurs dans le contexte financier difficile;
- . par des "axes de recherche orientés conformes aux besoins de l'industrie" (3) et décidés au plus haut niveau.

Ces conceptions risquent fort de conduire à une recherche fondamentale "en créneaux". Elle placera à coup sûr en difficultés, par exemple de très nombreux secteurs de la chimie et des sciences pour l'ingénieur qui ont de fortes interactions organisées (GS, GIP ...) avec l'industrie.

Les conséquences seraient plus graves encore pour l'INSERM et l'INRA qui n'effectueraient plus de recherches de pointe et verraient leur rôle ramené à celui d'organismes purement appliqués et finalisés (3). Simultanément "pour simplifier" les collaborations inter-organismes seraient amoindries.

5) La recherche industrielle victime du libéralisme.

Les aides à la recherche industrielle sont nettement réduites (baisse de 50 % du fonds de la recherche). Mais il ne s'agit nullement de réduire les transferts de fonds publics vers le privé : par le biais de dégrèvement d'impôts, les entreprises se rattraperont largement. Simplement, l'état se désengage laissant les entreprises choisir les créneaux les plus rentables. Le bilan net sera un affaiblissement de la France dans les technologies de pointe pour lequel l'investissement est lourd et la rentabilité aléatoire ou non immédiate.

II - L'ANALYSE DU SYNDICAT

1) La mobilisation très large de la communauté scientifique entraîne des reculs partiels du gouvernement.

Après les actions du dernier trimestre, le gouvernement a dû reculer sur le point le plus sensible : il y aura 200 créations (+ 2 %) de postes de chercheurs alors que 40 seulement étaient prévus en Juillet.

Mais globalement le budget est en récession et très loin des propositions du syndicat qui étaient accroissement de 4,5 % des emplois chercheurs et ITA et réhabilitation de 50 % en 3 ans des moyens par chercheur.

Il faut noter aussi que les actions ont conduit le gouvernement non à supprimer les postes 86 mais à les pourvoir au moins partiellement en 1987.

Enfin, la direction du CNRS a dû accepter certains de nos amendements au projet de texte sur le comité national : l'existence d'un quota de deux chercheurs au minimum dans le collège A et deux dans le collège B.

Les faits témoignent certes de l'efficacité des actions mais aussi de l'aptitude du ministre de tenir compte du rapport de force sans modifier le fond de la politique gouvernementale.

2) Le gouvernement tente de mettre en oeuvre par d'autres modalités, les objectifs du projet de l'UNI".

Certes, le projet d'UNI - dissolution du CNRS et de l'INSERM - ne seront pas appliqués à la lettre mais toutes les mesures prises ou proposées vont dans le sens de ce projet, même si c'est par étape et en tenant compte du rapport de force.

Le CNRS n'est certes pas dissous mais terriblement affaibli dans ses modes d'interventions. Les GS et GIP (collaborations avec l'industrie) comme les RCP et les GRECO (collaborations avec l'université et d'autres organismes) sont mis en cause non dans leur fonctionnement mais leur existence même.

Il se désengage partiellement des "associations" en renforçant dans celles-ci le rôle des présidents d'université (3) désormais principalement élus par les universitaires A (le système est autocohérent).

Les directeurs de formation transformés en fonctionnaires d'autorité pourront être renouvelés sans limitation (plus de "règle de 12 ans"). On peut aussi demeurer éternellement, toujours au nom de la "dé-règlementation" (3), membre d'une section scientifique ou président de celle-ci.

Satisfaction est ainsi donnée à une certaine caste de mandarins universitaires ou de "jeunes loups" que le pouvoir espère maintenir dans son orbite.

Globalement, les réformes prévues conduisent à un pilotage politique s'appuyant sur une gérontocratie. Mais cet aspect de retour apparent 20 ans en arrière masque une réalité plus importante : un affaiblissement durable du rôle de la recherche compte-tenu de la politique générale du gouvernement.

3) Ces mesures s'intègrent dans la politique générale du gouvernement.

a) Le crédo libéral n'a qu'un seul critère : le profit des entreprises qui peuvent donc se choisir les seuls créneaux rentables. Tout rôle de "service public" des entreprises industrielles, toute référence à l'intérêt national, toute intervention de l'Etat pour assurer l'intérêt collectif sont abandonnés.

Cette conception conduit au "désengagement" à la "dé-règlementation" (3) et l'abandon de toute ambition nationale. Rien d'étonnant à ce que Chirac ait prêté allégeance à l'initiative stratégique de Défense de Réagan qui est notamment une gigantesque OPA des USA sur les firmes et laboratoires européens.

On le voit, en tous points, les propositions gouvernementales prennent le contre-pied des orientations du colloque national recherche et technologie. Rien d'étonnant que la communauté scientifique soit systématiquement exclue des structures prévues pour la gestion et la discussion des orientations.

Mais le libéralisme a des limites : l'état et la direction du CNRS seront là pour imposer les axes de recherches fondamentales en amont des créneaux qu'auront choisi les firmes privées sur le seul critère de leur profit.

b) Il est non moins clair qu'avec des spécificités, les processus observés dans la recherche convergent avec ceux mis en place dans tous les autres secteurs : attaque du service public, dénationalisation, privatisation, autoritarisme.

"Les bourses" créées cette années en lieu et place de postes risquent fortement d'être institutionnalisées et ne sont pas sans rappeler "les petits boulots".

La diminution de l'emploi scientifique fait bien partie de la croissance du chômage.

Le blocage des promotions et de nos salaires s'intègrent totalement dans la politique salariale au moment où les placements spéculatifs battent tous les records, où les impôts sur le capital ou sur les hauts revenus sont supprimés ou fortement diminués.

Le nombre, très faible, de possibilités de changements de corps (par exemple CD1/DR2) annoncé est une mesure qui va aussi dans le sens de la mise en extinction des corps de titulaires, à propos desquels le directeur général annonce une réflexion en cours (3).

.../...

III - L'ACTION PROPOSEE1) Pour une action nationale en octobre.

Sur les missions et structures des organismes, sur le rôle et la composition des instances, sur le budget, la CA mandate le BN pour organiser dans l'unité la plus large une action nationale qui pourrait prendre la forme d'une manifestation au moment du vote du budget à l'assemblée (fin octobre).

2) Informer et mobiliser par les sections le plus grand nombre de chercheurs.

La CA mandate le BN pour favoriser la tenue d'un grand nombre de réunions de sections ouvertes à tous les chercheurs syndiqués ou pas.

Elle demande au BN d'élaborer un tract national résumant l'information et une affiche.

Elle souhaite que les sections interviennent auprès des pouvoirs régionaux ou des députés et au BN d'agir auprès des groupes parlementaires.

3) Préparer les élections en dénonçant les réformes en cours et sur nos propositions.

Très rapidement, certaines échéances électorales vont arriver : élections aux commissions paritaires (vote clos le 1/12), au comité national (vote clos le 15/12) et aux commissions scientifiques de l'INSERM.

La CA appelle le bureau INSERM et les comités sectoriels CNRS à lancer tout de suite la bataille électorale :

- . en élaborant des textes analysant les conséquences concrètes de la politique gouvernementale dans les groupes de disciplines;
- . en diffusant nos positions sur les instances et nos critiques sur les réformes gouvernementales;
- . en agissant lors des réunions d'experts (motion ci-jointe).

La CA demande aux syndiqués de se tenir prêts à participer aux actions interconfédérales nationales qui pourraient avoir lieu et mandate le BN pour poursuivre ses contacts intersyndicaux dans le but de parvenir à des actions unitaires.

Elle décide de la convocation d'un CSN extraordinaire en novembre et demande à tous les syndiqués de mettre à profit cette période pour renforcer le syndicat.

* * * *

- (1) article paru dans le Monde le 21/8/86 et communiqué de l'AFP sciences 21/8 n° 522).
- (2) textes soumis au CTPC du 12/8 parus dans une circulaire du 30/7. Voir aussi ce BI pour le compte-rendu du CTPC.
- (3) entrevue direction générale du CNRS et bureau national du SNCS : voir compte-rendu dans le BI du 25/7 n° 303.
- (4) texte soumis au conseil d'administration du CNRS le 11/9. projet de réorganisation de la direction du CNRS.
- (5) décret n° 84-1185 du 28/12/84. Titre Ier, art. 4 : "les sections du comité national constituent pour les corps de chercheurs du CNRS les instances d'évaluation prévues au titre II du décret du 30/12/83" (dispositions statutaires communes aux corps de fonctionnaires des EPTS n° 83-1260)
- (6) Projet de contrat (cf. BI n° 304 du 20 Août).

27/28 Sept. 1986

Château Mesnilles

Rapport Introductif (B.L.)

* Situation U. → pas de retour sur l'analyse des B.N. et E.N. derniers.

Depuis, des mesures prises par les facs aggravent cette situation.

* Necessité de l'Organisation.

→ Là où il y a présence de l'UNEF, on gagne (juillet à Paris) - Là où on est absent (Sept. avec les 500 bacheliers sur Paris), il y a recul.

A partir de notre analyse, le B.N. doit impulser l'erga.

Cela implique la réorganisation du Travail du B.N.

Présentation du Travail du B.N. (Voir Sec.)

Commissions

Aide sociale. (permanente)

Formation des Cadres.

Information.

Syndicat / Sa force.

BUREAU NATIONAL DE L'UNEF, 27/28 Sept. 1986
Château Neuilles

	aide sociale	1
	formation	2
	aide sociale	3
	(R.) syndicat	4

- LECLERC Patrice
- VILLARD Pierre
- AKNINE Xavier
- GAYSSOT Serge
- MARKIDES Vincent
- SUNER Marianne

* * * *

- (A.S.) AMENT Obey 5
- BAILLOT Yvan 6
- BARBANCEY Pierre 6
- BONNET Olivier 7
- BOUOALI Khaled
- CADORE Eric
- CASABONNE Pascal
- CECCI Laury
- CHAPEIRA Antonio
- CHEDOTAL J.Christop.
- (A.S.) COLLIN Laurence 8
- GALLICIER Béatrice 9
- GIOVANANGELLI Pierre
- GEISMANN Frédéric 10
- (A.S.) GUICHARNAUD Vincent 11
- LARUE Sylvie 12
- (A.S.) LEGER Laurence 13
- LEROU Marc
- LUCY Antoine
- MALVY Joëlle
- MARIN Emmanuel 14
- PETIT Gilles 15
- RAMOIGNINO Pierre 16
- ROSSETTI Marc 17
- SOULAS Fabienne 18
- + Thérèse Zestiacou (FRUF) 19

aide sociale

	syndicat syndicat	
	syndicat	
	aide sociale	
	information information	
	formation formation	
	information	
	aide sociale	
	formation (R.)	
	information aide sociale	
	information (R.)	
	syndicat	
	formation	
	information	
	formation formation	

Force du syndicat

Rapport V.ij. * La force du syndicat par sa capacité d'intervenir.
↳ construire du solide.

* L'implantation de l'UNEF partit.

Combattre partit la crise par l'explication de la logique U.

Meilleur moyen de la combattre à la racine.

Analyse globale, complète de l'U. → Propositions + concrètes et complètes.

* Utilisation du C.N. (vers un rôle + actif).

- Construire des Implantations sérieuses.
- ↳ le suivi des adhérents, leur responsabilisation.
- Se Réunir pour agir.
- ↳ Travail des directions d'AGE. (Etat des lieux / Implantations / l'action.)
- Les finances.

* Se donner les moyens des implantations

Discussion

F. Geismann Implantation de les faces de 1^o Cycle uniquement.
Difficulté de construire car mobilité des étudiants, disponibilité - gde (I.U.T. notamment).

L. Léger Période de renforcement durant les vacances de zoner dans des endroits où on est mal ou trop par du tt.

G. Petit Il y a une majorité de pts communs à ts. Il n'y a pas de préalable à l'implantation.

Trouver d'autres formes de militantisme sans rabaisser le niveau d'intervention.
Intégrer rapidement les adhérents dans l'action.

2) Pierre Ramo. ≠ entre les centres et les Universités où en n'y est pas (?)

discussions Commission
Force du Syndicat
B.N. 27-28/09/86

P.L. C'est la situation qui commande l'implantation.

- 2 tendances → implantation de nouveaux centres.
- affaiblissement de pures gales AGE

A partir de là, quels moyens ont se donne pour les réussir.

- Implantations prioritaires.
- Quel travail dans nos suivis? (travail avec les directeurs d'AGE - Objectifs des AGE - Création de l'association.)
- Développer la vie syndicale. (formation des cadres.)
- * Assemblée Générale des adhérents.

Fabienne S. Intervenir dans les J.U.F.
Pour une AGE, aller sur les centres U. proches dépendant de la fac.

P.V. La 1^o force, c'est la capacité de s'organiser.

Pour une direction d'AGE → l'implantation est d'être ds ts les UFR et ttes les années.

Dans les villes où en n'est pas → Travail du B.N.

A.G. de rentrée
à P.XII et P.V.VII
Luttes à commencer pour renforcer l'UNEF
Bref souvent, au pare
nos chaînes où il n'y
a pas eu de luttes.

Lawrence E. Comment on s'implante? Par l'action, c'est le meilleur moyen.

M.R. →) Construire autour des nouveaux adhérents - Implanter et consolider déjà là où en est.
Implantation s'articule autour des luttes. (Cand. sive p^{re} uan.)

Utiliser aux A.G.
de rentrer les
nouveaux adhérents
pour aller s'implanter
dans leurs amph.
(P.VI - P.XIII).

V.M. L'implantation de l'UNEF, coin moyen de gagner contre la loi Devapret, de changer l'U., etc...

3)

Ramo. Suivi de Strasbourg (si j un bureau).
Creation de 2 AGE a Paris J
(Tolbiac + Jauréguian. Sorbonne.).

discussion Commission
Force du syndicat
B.N. 27.28/09/86

discussion des Suivis

Janu Il faut que d'ici 15 jours, le B.N. ait fait au moins
1 suivi.

L. Leper Se tenir au n^o 1 du B.N. en suivi.

Barbi Fiche analytique pour les Suivis. (Adhesions / Fiches /
initiatives prevues / etc...).



P.V. / Conclusions.

- * Réinvestissements dans les Cités. U aussi.
- * Assemblées de Rentiers avec 1 membre du B.N.

(Le file à remonter doit être + important que le coût du
suivi, surtout au début d'année.

Compte Rendu Fred G.

(Rapport Sylvie L.)

* La formation des Cadres.

En rapport avec la situation politique U.

Reunions (B.N. / e.N. / B.AGE / e.AGE / suivi / suivi des adhérents).

* Bilan des stages.

Bon niveau de discussion.

Participations : 12 AGE (4 Paris / 8 Prov.) - 34 stagiaires.
(tp faible).

* Propositions.

→ diffusion de connaissances du B.N.

Courtes + Stages Régionaux

→ Approfondir l'orientation

Stages national, local, etc...

Stage National du 2/6 janvier 87

Stage ~~Régional~~ National décentralisé
avant Noël

- à Marseille (Aix - Toulouse - Nice - Avignon - Nîmes)
- à Toulouse (Bordeaux - Pau - Perpignan - Montpellier)
- à Lyon (Grenoble - St. Etienne - Dijon - Besançon - Chambéry).
- à Nancy (Reims - Strasbourg)
- à Lille (Amiens - Rouen - Le Havre)
- à Le Mans (Caen - Vannes - Rennes - Brest - Nantes)
- à Orléans (Limoges - La Rochelle - Tours - Bourges - Clermont.)

Stage Aide. Sociale

Stage Financement des U. } → 25/26 Octobre

Stage Ile de France (AGE parisiennes).

2) Laurence L. Dégager de gdes
ligues de luttes + regionales
par l'intermediaire de ces stapes
regionaux.

discussions Commission
Formation des Cadres
B.N. 27.28 / sept. / 86

Inviter des Personnalités Syndicales à ces stapes.

Ramo. Il faut que tte la Reflexion nationale soit partagée
par l'ens. des copains (des ^{simples} adhérents).
Avoir le souci de former et d'intégrer de nouveaux
cadres.

Fabienne S. Les stapes ne sont pas les seuls moyens de
formations. (tenir les niveaux de formations: pour
membres des B.A.E / simples adhérents ?).

F. Geismann Les stapes: 1. manière de former les cadres.
Les stapes: un moyen de s'informer, de discuter. Il n'y a
pas de félicitation à avoir entre ~~cadres et~~ responsa-
bles et adhérents.

Naw ~~La~~ La formation doit être en lien avec l'implantation
dans les A.E.E., avec les enjeux de la situation (crises),
etc...

La formation courrite aussi dans les réunions des
Bureaux d'A.E.E., des réunions d'Association, etc...
La formation sur le tas exige un suivi (pas fait suffisamment
de le passé.)

De tes suivis, on peut montrer que des activités sont
possibles (Collecte d'au^q, etc...).

X.A. Formation: à le monde et à chaque moment.

Au fur et à mesure de ce qu'on vit sur la face, on se
forme en réfléchissant, en cogitant pour renverser le rapport
des forces.

Maintien la cohérence de nos activités syndicales dans
l'année. Les Réunions sont des moments de formation: Rapport
Introductif - discussion ordonnée → Organisation de la formation)

3)

X.A. (Suite) (29) Le suivi est un moment de la formation. Il faut s'aider des suivis

→ aide individuelle aux responsables.

(30) Stage: moment où on prend du recul pour approfondir des thèmes précis.

Discussion Commission
Formation des Cadres
B.N. 27.28/09/86

Laurence P. Toutes activités sont formatrices.
Le suivi est formateur pour son AGE.

Par le suivi, par le Pdt d'AGE
Pour les autres responsables d'AGE, par l'absence du Pdt (donc une autre approche des activités.)

L. Léger Les chaînes: très formatrices.

~~Les chaînes sont très formatrices.~~

Ramsy Offais, par le manque d'information et de formation, les copains, par manque de recul, ont l'impression de se battre sur « commandes », de gérer le quotidien (⇒ importance du stage)

Avec les stages régionaux, essayer de commencer à avoir une réflexion par région.
(Prendre en compte les Unités Régionales ex.: L.A.C.A.)
Revoir la répartition.

Yann Préparation du C.N. dès le suivi dans les AGE.
Cela permettra une meilleure discussion.

Gilles P. Stage des élus: se garder d'un débat trop technique.
(les rattacher à la réalité.)

P.V. Être formé à décider, à se discipliner, etc...

Compte rendu Olivier BONNET

- développ^t du syndicat → développ^t de l'Info. ①
- L'Info. des assoes au B.N.

Question de la collecte de l'Information. (Effort des AGE.)
au B.N. . C'est aussi de la responsabilité du B.N. ds des suivis.

Gessmann Moyen de populariser les AGE.
Courrier interne permet de préparer les réunions.
Partisan régulière du CAMPUS.

Beatrice Moyen de financement des
carrriers et journaux.

Maurice Un centre p. ds aux idées dominantes
véhiculées par les médias.
Le fric : voir les municipalités,
les pubs, collecte dans les camp et
les Cites.U.

I/ L'Info. dans la situation.

- (M.R.)
- Raisons / à la situation
 - Objectifs à atteindre ds l'orga
↳ Renforcement du niveau de l'orga.

Beatrice Courrier / Info. de l'otter
Partir des pbs de l'camp

(B.G.) IV/ Les moyens dont se dotent
pour l'Info.

(F.G.) II/ la Collecte de l'Info.
(Suivi / Info des AGE).

(E.M.) III/ les partisans de l'UNEF
de l'assoe. / au B.N.

diffusion de l'Info. (moyens humains ou
partisan ?)

Parler du Centre.
de l'Info.

Campus : objectif de
4/ans.

les Courriers d'AGE :
Pas de envoi, mais
un courrier reformatif
(attente des niveaux
adhérents.)

De cette reformation de.
cette pour bap la
conscience des enjeux
/à la situation
→ détermination de
l'orga face à la situat.
→ force de nos propositions.

Campus : aide à
l'implantation par son
tirage massif.

L'Information et les
moyens rédactionnels
→ Pbs d'orga et de
responsabilités dans le
syndicat.

Rapport E. Marie (Voir Commission)

Discussion

Janno L'Info: la preuve concrète que l'UNEF sert si possible.

P.V. Manque d'Info de la part des Administrations U. / aux étudiants (Revue / D d'exo. / Exams / etc...)

Devant la bataille idéologique du Gouvernement, des médias, des orgas étudiants aussi sur les faces qui prouvent le renouveau, on a besoin de démontrer ces idées.

1 moyen pour organiser les étudiants.

Béatrice BLE: au niveau local, se battre pour la création d'une commission élu(e).

F.G. Faire parler de nous ds les médias (T.V. / journaux / Communiqué / Conf. de presse.)

V.H. Notre passage ds les médias en fonction du rapport de force qu'on instaure dans les faces.

Mauu ex. du Maude CAMPUS qui est vide

P.L. Info → Moyen démocratique ds l'orga.
Qui détient l'Info, détient le pouvoir → d'où nécessité de diffuser l'Info.

La rétention de l'Info, amène à un monopole de l'Info
→ délégation de pouvoir (Reposez-vous sur vous qui savez!) — ex. U. id.

L. Léger Outil de revalorisation de nos acquis. (donne des perspectives de luttes et d'issues.)

Pierre R. Info: outil de combat, nécessite un travail d'orga-
dinaire de la part de l'AGE.

Fred Outil d'implantation.

Laurence C. La lettre du B.N. / UNEF-Infarm, pas de
solutions de facilité ~~pour ne pas venir~~ (prétexte
pour ne pas venir.)

(Commission Prope → Important.

Travail des Commissaires → difficile de leurs travaux.

L. Leper Un journal de l'UNEF qui permettra d'aborder des
sujets ≠ aux études, aux coups etc... (ex: la drogue,
le terrorisme qui touche aussi les décisions.)

Mauu Travail du B.N. lors des suivis pour remonter les
Infos et les diffuser.

* Pour le BLE → Liste des Elus à nos suivis

MR. Le fic dans le rôle de l'information.

Partien Régulière / Santé de l'Union Nationale /
Gains politiques en conséquence.

Fred G. Discuter des objectifs de diffusion avec les
AGE pour les CAMPUS.

Commission PROPA | Mauu
Frédérie G.

INFO Compte Rendus S. Lane

B.N. 27.28 / Sept. / 1986

→ Rapport Lawrence Collin.

* Historique

* Politique d'aide sociale.

En période de croissance, besoin de + d'étudiants.
Donc créer des infrastructures adéquates (Ctes.U / etc...)

* A.S. un élément déterminant dans nos études.
Son amélioration est liée à la qualité de notre formation.

Aujourd'hui → Salarisation de + en + importante.
|| L'A.S. est donc un état.

L'A.S. n'est plus aujourd'hui une priorité nationale du fait
du manque de débouchés offerts par le Patronat.

Aide Sociale → CROUS + Protection sociale (Aide Indirecte.)

Service Public irremplaçable

Degradation de l'A.S. (Secu / licenciements et les service du CROUS.)

Le CROUS est sacrifié à la rentabilité financière (R.U. / Case des Ctes.U).

Developp't des T.U.C. et petits boulots pour financer ses études → Précarisation de nos études.

Faiblesse approfondie de la protection sociale.

Il n'y a plus de maintien de bourses (critères d'attribution sur mérite). Developp't des Prêts bancaires.

PROPOSITIONS 19 Exo des A. - Sa non augmentation.

29 Ctes.U. : leur construction sur certains Camps (10000 ch. prévues en 84.)

39 renouvellement et
maintien des bourses - Revalorisation
des critères d'attribution

49 UNEF -> Remboursement des Cols. pour les boursiers.
Qu'elle prenne position sur la casse de la protection sociale.

=> Utiliser les élus au ERous
Temps fort pour préparer les Elections prochaines.
Cette lutte sur l'A.S. n'est pas coupée de nos luttes sur les
Etudes (Loi Devapret / Budget).

Préparation du prochain E.N. (Rapport.)

Travail des Suivis (Etat des lieux / discussion / date
des Elections au ERous.)

=> Travail des Elus au ERous pdt la période.

=> Futurs candidats au Stage du 25/26 octobre.

* Rencontre du B.N. de l'U.N.E.F. et du B.N. de la
F.R.U.F. prochainement

Discussion

Gilles P. Le salariat : donner des possibilités pour étudier
(cours du soir.)

Pierre B. Devant la casse de l'aide sociale : prendre en
compte la bataille idéologique du gouvernement qui lui
propose plutôt une autre issue (qui aggrave la situation.).

Ramo Renouvellement des bourses (3 à Grenoble.)

P.V. Aujourd'hui les enfants des classes qui peuvent accéder à l'És. sup. suffit aux objectifs du ENPF dans la période → il n'y a plus de nécessité de politique d'aide sociale.

Commission AIDE SOCIALE (3)
B.N. 27.28/Sept. 1986

Barbi Attaque de l'A.S. est commune à l'eur. de la CEE. Beaucoup des décisions ne se prennent pas qu'à Paris au pt de vue économique.
Voir Relations avec d'autres organes en Europe.

Thérèse Importance de l'A.S. ds la lutte contre l'échec et l'abandon.

Lawrence L. A.S. est un enjeu pour l'avenir de nos formations aussi.

Fabienne S. Cours dans les A.C.F. comme une question technique.
Donner, à des copains, le fonctionnement du EFous.

P.L. L'A.S. est partie intégrante de la Politique U.

L'A.S. n'est pas seulement une bataille sur le EFous mais bien l'exo. des D., les bourses.

C'est pas la défense du pauvre (qu'une réduction des inégalités, pas l'aplatissement des inégalités.)

L'A.S., un moyen pour que les inégalités sociales ne soient pas un obstacle à la réussite de nos études.

L'A.S. aujourd'hui est inscrite complètement dans le Projet de Loi Devapvet.

Barbi Porte à porte en Cité U → les étudiants ne peuvent pas leurs études de l'A.S.

Modernisation / Δ d'inscrip. → sur nos propositions, y compris les administrations de facs sont contre nos propositions parce qu'elles portent atteinte à leur financement, vu qu'il repose de + en + sur les fonds étudiants (privatisation).

On a perdu du terrain sur l'A.S. pour plusieurs raisons.
→ attente de la Réforme des O.U. par Chevènement en 84 (participe de la même attitude que sur la loi Savary 84.)
→ sur la PNEF (tp de tergiversations.)
→ Difficulté à saisir la politique de ma part, du pauvre. (→ détournement des valeurs.)

Laurence C. Mettre là-dessus le
ton pour la syndicalisation.

Commission AIDE SOCIALE (4)
B.N. 27.28/Sept. 1986

↳ Leger Na accorder l'exonération peut
légitimer de la part des U. une
augmentation des prochains Δ.
(Possibilité par une bataille idéologique).

Construction de 10 000 logements en Cites. U. (P.V.)

A partir d'un constat de manque de chambres
des espaius - à partir de questionnaire - on fait
un projet d'urbanisation → relations Ville/Campus.

L'intérêt, c'est qu'un débat s'est instauré
depuis.

L.L. C'est une perspective de faire autrement
de financer la construction des Cites, de
concevoir le logement étud. ds un autre
cadre.

P.V. Travail du B.N. sur l'aide sociale
Travail avec la FRUF
Comment on va mener les batailles sur
l'A.S. ?

PROPOSITIONS du Travail du B.N.

- Recentre B.N. FRUF/UNEF (P.V.)

↳ meilleure rapport entre les 2 organes / meilleure
approche des questions d'aide sociale.

↳ question de l'implantation de l'UNEF et de la
FRUF.
↳ meilleure vision des pbs.

- Rôle du B.N. dans les suivis (L.E.)

matériel de Commission aide sociale pour faire
un état des lieux / insérer les copaius candidats au
CROUS.

Remise en cause
de l'aide sociale
→ Remise en c.
du Service Public
(augm. des Δ,
privatisation des
U. → Mainmise
des pouvoirs exco.
uniques sur les
missions de l'U.)
Ce qu'il faut
gagner, c'est le
reengagement de
l'Etat

Politique d'aide
sociale influe
sur le contenu
de nos formations

(Droit/Médecine
par ex. où des
pairs de form.
disparaissent
faute d'étudiants
portant intérêt à
certains secteurs.)
ex. de l'URSS
en Droit où on
mette les enfants
de juristes à
étudier ds
d'autres filières

ex. de Géol.
(Pour l'exode des
ét. vers d'autres facs).

P.V. Pour donner des billes à nos
copains → UNEF. Inform sur les
O.U.

Commission AIDE SOCIALE (5)
B.N. 27-28/ sept. / 1986

Envoi d'une circulaire Aide Sociale qui obligera nos
directeurs d'AGE à faire l'inventaire sur toutes les questions
d'aide sociale.

1. Léger le travail du B.N. passe par la maintenance et la
vie des Commissions.

Compte Rendu Gilles Petit

CONCLUSIONS (P.L.)

- * Le rapport du B.N. devra être de celui-ci.
- * Travail de la Commission pour préparer le B.N. sur
cette question.
- * Nécessité d'un travail de nos suivis / à A.S.
- * Préparation du stage Aide sociale.

Réfléchir l'A.S. en lien avec la formation.

Relations avec la F.R.U.F. (A inviter de l'UNEF au prochain
BN de l'UNEF.)

Développer des luttes et de suite, partir sur l'A.S. y compris
dans les amφ. Il y a assez d'atteintes qui méritent notre
interv.

Ordre du jour du prochain B.N. (11/12 Oct.)

- Point des décisions du BN/EN. dans les AGE
- Commission aide sociale
- Questions de la Santé Mutuelle

Analyse de la situation tp au delà de votre intervention.

Le B.N. rôle moteur de l'Union Nat.

P.L.

CONCLUSIONS

B.N. 27.28/9/1986

Travail permanent du B.N. → Progression de la Réflexion dans les Commissions, entre les B.N.

→ Les Suivis. (Information / travail des directions / implantation / Fric)

→ La Formation.

→ Participation des AGE au C.N.

Propositions de thèmes au B.N.

- finances de l'UNEP.
- questions internationales.
- financement des U.
- Elu(e)s
- Questions U.
- Action / Revendication / Propositions.

Secretariat
28 / Sept. / 1986

Date du Prochain B.N. 11 / 12 Octobre
Date du Prochain C.N. 18 / 19 Octobre.

* Vendredi 10 Octobre 1986 → A.C. de la FAGIF

Plan de Suivis

Accueil Limoges (6/10)

M. Suer → Lyon dans la
Semaine

Organiser les 2 Semaines
de Suivis du B.N.
• 29/4 et 6/10

Secretariat

- * Mardi 30/9 au Soir
(Commissaires)
- * Mardi 7/10 au Soir
(Administration / Paris)
- * Jeudi 9/10 au Soir
(Prepa B.N.)

Prochain C.N. Aide Sociale / Mutuelle

Prochain B.N. p Point Orga / Reunion / Implantation.
/ Aide Sociale / Mutualité (Commissaires).
(Bilan des décisions prises.

U. id / FEN / FO / CPST → Créne le 21/10. (Appel de l'U. id)

Pour nous (Appel à la lutte dès lundi 29/9
(Qu'est-ce qu'on fait p dt ce temps-là ?
(Semaine d'action ?

Sec. 28/09/86

Plan de suivis.

BUREAU NATIONAL DE L'UNEF

10/2. Jo Toulouse / S. 6/10 Nice / 25 S. 29.4/10

2919 26/7 XXXX /
2919 Nancy / S. 29.4/10 2X /
XXXXXXXXXX

- LECLERC Patrice
- VILLARD Pierre
- AKNINE Xavier
- GAYSSOT Serge
- MARKIDES Vincent
- SUNER Marianne

* * * *

- AMENT Obey
- BAILLOT Yvan
- BARBANCEY Pierre
- BONNET Olivier
- BOUOALI Khaled
- CADORE Eric
- CASABONNE Pascal
- CECCI Laury
- CHAPEIRA Antonio
- CHEDOTAL J.Christop.
- COLLIN Laurence
- GALLICIER Béatrice
- GIOVANANGELLI Pierre
- GEISMANN Frédéric
- GUICHARNAUD Vincent
- LARUE Sylvie
- LEGER Laurence
- LEROU Marc
- LUCY Antoine
- MALVY Joëlle
- MARIN Emmanuel
- PETIT Gilles
- RAMOGNINO Pierre
- ROSSETTI Marc
- SOULAS Fabienne

1 ^o octobre	Grenoble
1 ^o Oct.	Reims en Se. 20.
2919	P. XII Orsay
3.10	Orléans
S. 29.9/4.10	VER EPS Paris (2X/1/2X/2V)
Semaine 2919 - 4/10	Rouen
29/30.9	ST Etienne
29.9	Archi
S. 8.20/10 Strasbourg / 29.9	XXXXXXXXXX Paris XII
2919 Archi / Reims S. 1.8 / XXXX	
INALCO S. 1.8	Perpignan

Dominique Bouillaud

~~XXXXXXXXXX~~, le 29/09/86 P. XII

30. Septembre. 86

- Point B.N.
- Situation U.
- Les axes à appuyer.

Sec. le 7.10 → Situation juridique / Les Cadres / La FRUF ~~FRUF~~
 Sec. le 9.10 → Zrepa. du B.N. 11/12 oct. / FAGIF / Mutuelle.
 Internat. → après PRAGUE.

(P.L.) RapportPoint B.N.

On a tenu un bon B.N.

Une meilleure compréhension du B.N. / à leur responsabilité.

Grosse faiblesse des copains sur l'aide sociale. (Des qu'on ne parle plus de ~~la~~ la P.U. → difficulté à lier A.S. / formation.)

- Pour nous • Travail + important. Prochain C.N. et B.N. à bien suivre.
- Veiller au travail des Commissions.
 - Travail des suivis.

(1377)La reprise de l'Orpa très lente et tp petite.

Peu de syndicalisation / Peu de suivis

Petite vie sur les chaînes.

Il faut qu'on fasse la démonstration de pouvoir gagner une bonne reprise.

En ce moment dans l'orga → bonne discussion mais sur le terrain on n'est pas si la hauteur (ex. stage.)

CAMPUS

4 pages très pd format

Page pour tenir les réunions.

Travail dans les suivis sur son utilisation.

* Semaine du 20/27 octobre d'action de la fonction publique

* 21 octobre → Grève du SNEsup.

L'U. id serait aidée par F.O et la FEN pour mener une action le 21.10.86.

Sur cette question, il faut faire attention
- à l'affolement de notre orga.

Pour cela, commencer la lutte tt de suite.

- A.G. de rentrée de l'orga et des Etudiants.
- Syndicaliser. (Peu d'adhérents.)
- ⇒ Le niveau d'organisation n'est pas la hauteur.
- Conf. de Presse ds tt nos suivis / Communiqués
- Conf. de Presse à Paris (début Octobre.)
- R.D.V. avec le M.E.N. le 21/10/1986.
- 1 modèle de lettres ~~ds~~ aux anciens adhérents pour reprendre la carte.
- Travail avec les directions d'AGF pour préparer les A.C. rentrées (billets d'entrée / porte à porte / aurf.)
- Tirage de tracts au delà du Campus
- Fixer des objectifs à nos AGE
- Envais ds la Semaine de l'UNEF - Inform et de la Lettre au B.N.

Devant le peu d'adhérents, qui freinent tt notre activité (pre / implantation), il faut doubler le nombre. (adhérents + activités).

X.A. Ou prêter sur le fait qu'on est le seul syndicat étudiant.
(sur la rentrée (orga et chaînes)).

Bep d'expérience chez nos copains (jeune orga qui fait sa 1^o rentrée.)

Réticence chez les anciens sur la question de la syndicalisation.

la syndicalisation n'apparaît pas comme un enjeu dans la situation. dans l'orga.

→ peut-être difficulté à lier R.U. et pbs concrets.

P.V. Sur la rentrée, on paie aussi la situation de l'UNEF depuis plusieurs années.

la présence des AGF au C.N. de Juin et Sept. a été très insuffisante → les rapports sont pas partis

Pb, c'est que
û les mbs du
B.N. ne faut pas
progresser l'orga
sur le terrain
de la Synd. +
renise de cartes.

Inexpérience
bep d'association
(ex. INPES) ont
démarré sur des
lettres mais main.
tenant pû il faut
repartir → difficulté.

Tous les décisions des EN ne sont pas connues par l'orga.
En ce moment, on règle lt par les soirs. (ça ne suffit pas.)

Par contre si c'est grave, c'est les AGE qui viennent au
e.N./B.N. (ex. voir courrier de rentrée & VI-VII / P.XII / P.XIII).

Lancer le syndicat sur un axe bien précis ds
chaque AGE pour poursuivre ou débattre sur les autres
questions.

Sur la syndicalisation, soyons + concrets. (D'abord au
niveau ensuite et sur cela au syndique.)

→ A NOTER. Fin septembre, on a un B.N.

(L.E. à Reims / P.R. à Strasbourg / D.B. au Havre.)

P.L. Il n'y a pas de liaison entre la F.U. (analyse
globale) et ce qui se vit sur nos faces.

Tirer fort sur les revendications (l'organisation doit
en découler et ne se sur-imposer).

Fixer des objectifs aux AGE. (gagner sur une lutte ou bien
sur une implantation.).

P.V. Là où on n'a pas à lâcher, c'est sur le travail de
l'orga des copains dans les AGE.

Besoin d'un suivi ~~de secrétariat~~, certains pdt une
d'un secrétaire
période donnée.

Semaine du 20/26 octobre.

P.V. Rencontre le SNESup avant le 21 pour action commune.

P.L. Lancer tôt un mot d'ordre d'action.

Le 21, ça doit être une journée débat avec les étudiants.

Pb majeur de l'U. id : qu'il come, ds notre orga, l'orientation
(construction patiente des années.).

Voir P. XII,
la syndicalisation
de main →
Organiser les
chaînes de
littes qui
se sont faites
en sept./juil.
Nos copains
sont sans
perspectives

Plan de Travail

- * Circulaire aux A.G.E. sur la syndicalisation.
- * Modèles de lettres
- * Lettre B.N.
- * UNEF-Infom
- * Rencontre du SNEsop (pour le 21 OCT.)
- * Conf. de l'ense 9/10/86 à 11^h00
- * CAMPUS
- * Passage à la Télé (FR3) → Tribune Libre 14 Nov. entre 12^h00 et 12^h15. (Repar. du Scénario.)

La FAGIF

* Pour le 10

- 1 circulaire au B. AGE parvenue demain.
- Bous de souscription. (20 ou 30 frs.)
- Barffe
- Saïrez dans aut

- * Le prochain CAUROCHE est presque achevé.
(Rectorat / 2 p. sur les O.U. / 2 p. sur le 10/oct.)
- * Courrier des A.G.E. parts pour appeler au 10.
(objectif → 200 mess.)
- * Collectif R.P. le 7/10/86.
- * Réunion Commission Etrangère R.P. le 8/10/86. (D. Beliki)

Info Secretariat le 30-09-86

- Rappel AGE Paris le 10 oct avec mbs du BNV
- lire article du Monde du 27-09-86 Important
- 7 oct secretariat - 18h. 9 oct Secretariat 18h.
- BNV les 11 et 12 oct - CN les 18 et 19 oct
- RDV avocat 9 oct matin Xavier.
- Réunion avec la ^{cor} Presse le 10 octobre 15h. PL. PV.
Travail secrétaires
- Malvy veut quitter BNV. (raisons personnelles).
- Format Campus 44 x 48 cm. (Monde). 4 p.
- C'est Rossetti qui va Finlande du 1^{er} au 6 oct.
Prague PL du 11 au 13 oct
- Réunion CNOUS le jeudi 13 Nov. 9h30.
- Pau ren d'adhes. Pentrés Droit 13 oct.
lettres 2^{em} Semais
- D.I. lettres 567 F, Sciences 500 F - Droit 495 F.
- AG prévue (Unef) 12i Oct.